

**Démocratie piétinée, droits sociaux bafoués,
violences de l'État...**

Un soulèvement populaire et citoyen est nécessaire !



Le pouvoir ne cesse de s'opposer à la société. Pendant six mois de luttes unitaires, la majorité de la population a refusé d'obtempérer à un gouvernement imposant, par la force, la contre-réforme des retraites.

Un gouvernement coupé du peuple

Fin juin, encouragée par des consignes de brutalité, la police s'est autorisée à tirer sur des jeunes dans des quartiers à l'abandon. La révolte est légitime, à la mesure du racisme subi et des discriminations. La violence de son expression a pu désespérer des personnes partageant la même vie que les jeunes en colère. Unique réponse de Macron : « L'ordre, l'ordre, l'ordre ! ». Réponse de Darmanin : une justice bienveillante pour la police ! Intolérable ! Démission !

La justice, constitutionnellement indépendante, subit la pression des chefs policiers et de « syndicats » d'extrême droite. Le gouvernement ne tient plus que sur des mensonges (faux chiffres sur les retraites), des tirs de LBD, et même, pour les policiers, l'autorisation « légale » de tuer (loi Cazeneuve de 2017).

Capitalisme et violences d'État vont de pair

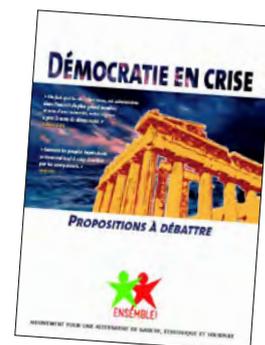
Le « monde » néolibéral de Macron, c'est le démantèlement du socle d'égalité, des statuts sociaux et des principes de libertés. La « République sociale et démocratique », est menacée par les gouvernements qui défigurent une société de solidarité.

Minoritaire dans la société, ce gouvernement ne tient que par les mécanismes institutionnels d'une Ve République monarchique (49.3). Il cherche l'alliance avec une droite de plus en plus proche de l'extrême droite. C'est tout bénéfique pour le RN qui vote un texte sur deux à l'Assemblée. Droites et extrême droite sont lancées dans une surenchère policière, la dénonciation des migrant-es et le refus du pluralisme des cultures. Discrédité, le pouvoir peut ouvrir la voie à une solution néofasciste et à un racisme sans limites.

L'alternative est urgente

Face à ces menaces, il est urgent de construire une alternative sociale, écologiste, féministe, autogestionnaire et solidaire. Rassemblons les forces pour un autre gouvernement, basé sur les droits humains, la démocratie dans le travail, les villages, les quartiers, les communes, des services publics gérés en commun avec les usagers et des droits universels. Avec l'intersyndicale nationale, les associations, avec une NUPES élargie et organisée en assemblées populaires, un chemin de luttes convergentes, d'égalité des droits et d'émancipation peut s'ouvrir.

Nos brochures sur notre site



Le travail, un champ de lutte essentiel

Inquiets du risque de changement du rapport de force Capital-Travail, le patronat et Macron veulent imposer leur réponse : le plein emploi précaire. La gauche doit prendre l'initiative sur le travail pour répondre aux aspirations des salarié·es. Lutter contre les inégalités accrues par l'inflation est essentiel. Mais, nous devons aussi réfléchir et débattre sur la raison d'être du travail, son sens et son organisation.

Quelles pistes ?

- Face à la situation sociale et économique, nous soutenons le relèvement massif et sans conditions du RSA devenu le « SMIC des pauvres ». Avec diverses coalitions, syndicats et associations, exigeons que tous les moyens soient pris. Il y a urgence : « Personne en dessous du seuil de pauvreté ».

- Pour répondre à l'insécurité sociale et au fonctionnement du marché capitaliste du travail, nous voulons imposer dans le débat le nouveau statut du travail salarié et le droit au revenu garanti tout au long de la vie.

- La « crise du travail » va entraîner des luttes sur les salaires et les conditions de travail. Il faut, bien sûr, mettre l'accent sur l'égalité salariale femmes-hommes mais aussi sur la réduction des inégalités et l'extension des droits des salarié·es dans les entreprises.

- La réduction du temps de travail sans perte de salaire ni dégradation des conditions de travail doit créer des emplois. C'est aussi un moyen de peser sur l'organisation du travail concret dans les entreprises et de dégager du temps libre.

- Nous menons bataille contre les aides publiques sans contreparties et contre les exonérations de cotisations sociales (157 milliards !).

- Les entreprises doivent payer des cotisations sociales sur l'ensemble des revenus qu'elles versent. Nous revendiquons une péréquation des cotisations entre les entreprises pour combattre celles qui paupérisent et précarisent les salarié·es de leurs sous-traitants.

L'égalité par la solidarité

Un principe de la politique menée par Macron est « chacun·e pour soi ». Mais l'aspiration à l'égalité et à la solidarité s'est fortement manifestée lors du mouvement des retraites.

ENSEMBLE! se bat pour :

- La solidarité, contre les inégalités. Les 5 à 7 % qui ont doublé leur fortune en 20 ans doivent être obligés·es de contribuer – impôts, emprunts forcés, etc. – aux besoins de tous et toutes.

- Le rétablissement d'une protection sociale financée par les cotisations, gérée par des mandataires élu·es par les salarié·es.

- L'abrogation de la Loi Juppé de décembre 1995 et de toutes les contres-réformes successives sur les retraites.

- L'intégration dans la Sécurité sociale des pseudo « mutuelles » gérées par les sociétés d'assurances. Cela peut permettre le 100 % Sécu : « de chacun·e selon ses moyens à chacun·e selon ses besoins ».

Une part des richesses pour toutes et tous

En lien avec la Convergence Nationale des collectifs de défense et développement des services publics, il est possible de développer maternités, centres d'IVG, etc. et de créer de nouveaux services publics : petite enfance ; autonomie de toutes les personnes fragiles, malades ou âgées ; médicament, etc. C'est l'instrument pour l'égalité sur le territoire métropolitain et en outremer (milieux ruraux/milieux urbains, centre-villes/banlieues). Le nombre et la proximité des services publics sont un enjeu majeur pour l'autonomie des femmes et donc aussi pour l'égalité femmes/hommes.

Des dizaines de milliers de postes de travail, reconnus et qualifiés doivent être créés dans la santé, l'éducation nationale, les transports, la culture. C'est aussi vrai dans la transition écologique avec les travaux d'isolation et d'économie d'énergie. Pour répondre aux besoins sociaux, la gestion des services publics doit être sous le contrôle des personnes directement concernées !

Pour répondre aux attentes de celles et ceux qui ont le plus besoin des services publics, il faut prendre l'argent là où il est : dans les fortunes des plus riches !



Une écologie de rupture

Sécheresses à répétition ; inondations et incendies catastrophiques ; perte de bio-diversité ; pollution des sols (pesticides), de l'air (particules fines) et de l'eau (résidus chimiques, micro-plastiques) ; épuisement de ressources naturelles indispensables ; dispersion massive de déchets plastiques dans l'environnement (des océans au sommet des montagnes).



La crise écolo-climatique planétaire aux multiples dimensions est bien là. Pourtant, les multinationales (comme Total) poursuivent leurs activités prédatrices. La marchandisation du monde, la fuite en avant productiviste et la mise en concurrence généralisée continuent pour le plus grand profit des actionnaires. Les plus pauvres en paient le prix le plus élevé !

Ce sont les conditions d'existence de l'humanité sur la Terre qui sont menacées par ce système capitaliste qui exploite la nature comme les êtres humains.

L'ampleur des crises l'impose. L'heure est à des politiques publiques de rupture avec la logique de l'économie capitaliste :

- lutte contre la fracture écologique et les inégalités : résorption de l'habitat indigne et de la précarité énergétique ; extension du domaine de la gratuité (transports publics, premiers m³ d'eau, etc.)
- soutien à l'agriculture biologique et paysanne et alimentation de qualité financièrement accessible pour toutes et tous
- relocalisation des activités et des productions industrielles et agricoles
- réduction du transport routier de marchandises et développement du fret ferroviaire
- reconversion écologique et autogestionnaire de la production vers des biens et services socialement utiles et écologiquement soutenables
- sortie des énergies fossiles et du nucléaire (sobriété énergétique, énergies renouvelables, contre le plan de relance nucléaire de Macron).

Autoritarisme, violences policières, racismes, extrême droite : c'est NON !

En pleine dérive autoritaire, le gouvernement s'est attaqué aux mobilisations sociales et écologiques. Les violences policières se sont multipliées et les droits ont été bafoués.

La police a acquis des pouvoirs inadmissibles ! Combien de mortes et mutilées ces dernières années ? La révolte des jeunes racisés des quartiers populaires était prévisible. Les partis de gauche, syndicats, associations doivent développer des mobilisations contre la violence policière et les discriminations.

Le racisme est utilisé à fond par l'extrême droite, il fait aussi partie du discours de la droite, et même des macronistes. Avec les collectifs unitaires, combattons tous les racismes : l'islamophobie – poison envahissant –, l'antisémitisme d'où qu'il vienne, les discriminations contre les Rroms, etc.

Le projet de loi Darmanin, comme les textes antérieurs sur l'immigration, développent et renforcent le racisme. Mettons Darmanin en échec et imposons les démissions du ministre de l'Intérieur, du patron de la

Police nationale et du préfet de police de Paris qui ont défié les règles républicaines.

Il faut transformer en profondeur la police, entre autres : abolir la loi Cazeneuve de 2017, supprimer la BRAVM, former autrement les forces de l'ordre, recréer une police de proximité avec les moyens nécessaires pour lutter, entre autres, contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre.

Le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de contrôle démocratique est indispensable : la police doit rendre des comptes.

L'extrême droite se présente comme candidate à gouverner. Le risque est réel. Lui barrer la route est vital. Pour cela, il faut développer les solidarités, notamment avec les migrant·es, et consolider l'unité de celles et ceux qui ne veulent pas du néofascisme.

Pour défendre la démocratie contre toutes les dérives autoritaires, les objectifs essentiels sont de combattre les atteintes aux droits, le « sécuritaire », les racismes, les violences policières, les limitations aux libertés.

ENSEMBLE !, un mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

En 2013, plusieurs groupes issus de la gauche radicale et alternative, des associatifs, des syndicalistes, des altermondialistes, des personnes sans appartenance politique se sont regroupés pour fonder ENSEMBLE!

Notre mouvement est porteur de positions assumées sur les questions de l'émancipation, de la démocratie, du féminisme, de l'autogestion, de l'internationalisme. Ce sont ces fondamentaux – dans leur complémentarité et sans hiérarchie entre eux – qui orientent, tant sur le fond que sur la forme, nos activités et notre fonctionnement.

Les collectifs locaux sont la base de notre mouvement. Leur rôle est prépondérant. Nos commissions thématiques ont une fonction d'élaboration collective, de formation et d'animation.

La recherche du consensus est conçue, dans tous les espaces du mouvement, comme mode de prise de décisions collectives.

Notre visée est l'émancipation. L'autogestion est à la fois le but, le moyen et le chemin. La mise en place d'une démocratie active et de pratiques alternatives s'enrichit de leur complémentarité. Leur articulation prépare les nécessaires ruptures et dessine la société de demain.

En France, la gauche se cherche et tente de se reconstruire.

Notre mouvement agit pour deux objectifs, pour nous complémentaires et inséparables : la création d'une nouvelle force de gauche radicale et alternative et la construction d'un rassemblement de toute la gauche dans un bloc politico-social à vocation majoritaire. Un tel rassemblement est indispensable pour s'opposer à la droite autoritaire et à la menace néofasciste.

Il faut élargir la NUPES et l'ancrer à la base par des assemblées populaires citoyennes. C'est le sens de notre action avec d'autres composantes de gauche au sein du CLIO (Collectif de Liaison et d'Initiative Ouvert).

Nous portons aussi l'objectif de ce « bloc politico-social » à travers les débats et notre participation au Forum pour l'Alternative tenu le 2 juillet, avec Rejoignons-nous et le NPA. Il aura une suite et un élargissement à l'automne par des forums locaux ou départementaux largement ouverts à toutes et à tous.

Nous participerons à toutes les initiatives pour cette recomposition.

Internationalistes et altermondialistes !

Solidaires des peuples qui résistent à la guerre et aux dominations coloniales et impérialistes, nous nous opposons à tous les impérialismes. Nous défendons partout dans le monde le droit des peuples à l'autodétermination, notamment en Ukraine et en Palestine mais aussi au Niger et en Afrique sub-saharienne.

Nous soutenons la résistance armée et non-armée du peuple ukrainien dans ce qui n'est autre qu'une guerre de libération nationale face à l'agression coloniale et impérialiste russe et nous sommes solidaires des oppositions en Russie et en Biélorussie. Ce soutien s'exprime de manière unitaire avec des associations, des syndicats, des maisons d'édition et des forces politiques de la gauche et de l'écologie, au sein du Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine (RESU).

Nous soutenons la résistance des Palestiniens qui vivent aujourd'hui sous un régime d'apartheid, légalisé par la loi État-nation de 2018, aggravé par les accords dits

« d'Abraham » et, plus encore, par le nouveau gouvernement Netanyahu dominé par des éléments fascistes. Nos tâches : faire connaître la situation en Palestine, développer la campagne BDS, agir pour la suspension de l'accord d'association entre Israël et l'Union Européenne, faire campagne pour la libération des prisonnières politiques palestiniennes, soutenir le droit au retour des Palestiniens en exil, etc. C'est la voie d'une paix juste et durable entre les peuples israéliens et palestiniens. Enfin, nous combattons l'amalgame ignominieux entre antisémitisme et antisionisme qui vise à discréditer la lutte du peuple palestinien et celles et ceux qui la soutiennent.

La perspective plus générale est celle d'un monde de paix basé sur une réforme radicale de l'ONU et de nouvelles institutions internationales : pour le partage des richesses, un alter-développement à la hauteur du défi climatique et l'égalité des droits de toutes et de tous à l'échelle planétaire.



Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com

